

NOUVEAU RAPPORT DE FORCE

La majorité face à elle- même



Diomaye et Sonko monopolisent le jeu, leurs adversaires politiques disparaissent des radars. Affaiblies et dispersées, les anciennes forces dominantes ne parviennent plus à imposer le débat. Sans récit ni leadership fédérateur, l'opposition cherche encore le chemin du rebond.

P. 3

ASSEMBLÉE NATIONALE

Deux propositions de loi et 6 enquêtes en gestation



P. 4

ITW - PBS - DUGGY TEE ET AWADI

“L'un ne peut pas vraiment aller sans l'autre”



P. 7

SÉNÉGAL-MAROC - AUDIENCE AU TAS

L'acte final fixé le 8 octobre 2026



P. 12

PRÈS DE 300 000 DÉCÈS PAR NOYADE CHAQUE ANNÉE

L'OMS déploie son plan "Protect"



Illustration

Près de 300 000 personnes meurent noyées chaque année dans le monde. La noyade figure parmi les dix principales causes de mortalité chez les enfants âgés de 5 à 14 ans. Plus de 90 % des décès sont enregistrés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les enfants et les jeunes adultes constituent les principales victimes.

Pour inverser cette tendance, l'Organisation mondiale de la santé vient de présenter un plan d'action articulé autour de sept stratégies. Regroupées sous l'acronyme "PROTECT", qui signifie "protéger" en anglais, ces mesures traduisent en actions concrètes la première stratégie mondiale de prévention des noyades, lancée en 2025 sous l'égide de l'agence onusienne.

L'objectif est de mettre à la disposition des gouvernements des solutions éprouvées susceptibles de

réduire le nombre de victimes. Parmi les priorités figurent l'amélioration de la sécurité des transports aquatiques, l'apprentissage de la natation dès l'école et le développement de systèmes de garde d'enfants.

Le plan prévoit également le renforcement des capacités de sauvetage et de réanimation ainsi qu'une meilleure préparation aux inondations et aux autres situations d'urgence. L'OMS recommande, en outre, la réalisation d'infrastructures permettant une interaction plus sûre avec l'eau et l'adoption de normes renforcées pour les activités professionnelles exercées en milieu aquatique.

La multiplication des inondations, des tempêtes et des vagues de chaleur accroît l'exposition des populations aux dangers liés à l'eau. Les températures élevées favorisent également la baignade et la pra-

tique d'activités nautiques.

Au Royaume-Uni, une étude citée par l'OMS indique que les décès par noyade augmentent de 7,2 % pour chaque hausse de 1 °C de la température. Le risque serait presque cinq fois plus élevé lorsque celle-ci dépasse 25 °C.

"Chaque noyade est une tragédie, et la plupart peuvent être évitées", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans une note rendue publique à l'occasion du lancement du plan. Selon lui, la prévention ne relève pas d'un seul ministère, mais requiert la mobilisation de l'ensemble des acteurs.

Ce nouveau programme prolonge plus d'une décennie de coopération entre l'OMS, les gouvernements et les organisations partenaires en faveur de politiques de prévention fondées sur des données probantes.

Depuis 2014, Bloomberg Philanthropies soutient notamment les travaux de l'organisation en finançant l'élaboration de plusieurs outils de référence et des programmes de prévention déployés à travers le monde.

"S'unir pour inverser la tendance", thème retenu cette année pour la Journée mondiale de prévention de la noyade, résume l'ambition de l'OMS : faire de cette lutte une responsabilité collective afin d'éviter des centaines de milliers de décès chaque année. ■

HÔPITAL RÉGIONAL DE KOLDA

La Fondation Lonase mobilise 20 millions pour réparer le scanner

En panne depuis plusieurs mois, le scanner de l'hôpital régional de Kolda nécessite 32 millions de francs CFA pour être remis en service. La Fondation Lonase vient d'apporter une contribution de 20 millions de francs CFA. Un soutien qui devrait réduire les déplacements imposés aux patients vers d'autres régions pour bénéficier de certains examens spécialisés.



La Fondation Lonase vient au secours de l'hôpital régional de Kolda. Son directeur général, Abdourahmane Baldé, a remis à l'administration hospitalière un chèque de 20 millions de francs CFA destiné à financer une partie des travaux de réparation du scanner, hors service depuis plusieurs mois. Cette panne prive les populations du Fouladou d'un équipement essentiel au diagnostic médical. Pour effectuer certains examens spécialisés, les patients sont contraints de se rendre dans d'autres régions, avec les frais et les difficultés supplémentaires que ces déplacements peuvent occasionner.

"La Fondation Lonase s'engage, dans le cadre humanitaire, à payer les frais de réparation de cette machine vitale au bon fonctionnement de l'hôpital, qui s'élèveraient à 20 millions, contribuant ainsi à réduire les peines des populations dans le domaine sanitaire", a déclaré un membre de la Fondation. Le coût total de la remise en service du scanner est toutefois estimé à 32 millions de francs CFA. La contribution de la Fondation Lonase couvre ainsi une part importante du financement nécessaire. Pour le directeur de l'hôpital régional de

Kolda, Dr Makha Danfakha, cet appui représente une étape décisive dans la mobilisation des ressources destinées à réparer cet équipement stratégique.

"Le scanner constitue un maillon essentiel de notre plateau technique. Son redémarrage permettra d'améliorer significativement l'accès des populations de Kolda et des régions voisines à un diagnostic rapide et de qualité", a-t-il déclaré. Au-delà de cette contribution financière, la Fondation Lonase et le Centre hospitalier régional de Kolda envisagent d'inscrire leur collaboration dans la durée. Les échanges entre les deux structures ont permis de poser les bases d'un partenariat devant aboutir à la signature d'une convention-cadre. Celle-ci devrait notamment porter sur le renforcement du plateau technique par l'acquisition d'équipements médicaux, la réhabilitation de certaines infrastructures hospitalières ainsi que l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des patients. À travers ce futur partenariat, l'hôpital régional de Kolda espère moderniser progressivement ses infrastructures et améliorer durablement la qualité des soins proposés aux populations du Fouladou. ■

NFALY MANSALY

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Une importante quantité de chanvre indien a été saisie par la Brigade de recherches de Keur Massar. L'opération, menée le 22 juillet 2026 vers 23 heures, a également conduit à l'interpellation de deux individus de nationalité sénégalaise. Selon un communi-

qué de la Division de la communication de la Gendarmerie nationale, les enquêteurs avaient reçu un renseignement faisant état du débarquement probable d'une cargaison de chanvre indien en provenance de la Gambie. Un dispositif d'observation et de surveillance a alors été déployé dans le secteur indiqué. Les investigations ont permis de localiser un premier suspect à la cité Bagdad, à Thiaroye-sur-Mer. Interpellé alors qu'il revenait, selon la gendarmerie, d'une livraison, l'homme aurait été trouvé en possession d'un sachet contenant 500 grammes de chanvre indien. La perquisition effectuée à son domicile a ensuite permis aux enquêteurs de découvrir 300 kg de chanvre indien conditionnés dans des sacs en plastique noirs. Au cours de son audition, le mis en cause aurait désigné un présumé complice. Ce dernier a été interpellé à son domicile, où il aurait été surpris en train de consommer du chanvre indien. Au total, la Brigade de recherches de Keur Massar a saisi 300 kg et 500 grammes de chanvre indien. Les deux suspects sont visés par une enquête pour association de malfaiteurs et trafic international de drogue.

en contact avec le mis en cause, qui s'était présenté à elle comme un agent de voyages. Au terme de leurs échanges, échanges celui-ci se serait engagé à lui procurer un visa au plus tard en mars 2026, moyennant un montant total de 4,5 millions de francs CFA. Le 4 novembre 2025, la plaignante lui avait remis un premier acompte de 1,15 million de francs CFA contre décharge. Mais, une fois l'échéance dépassée, le visa promis n'aurait pas été délivré. Le suspect aurait alors multiplié les rendez-vous non honorés pour faire patienter la victime. Cette dernière a finalement saisi la police. Les éléments de la Brigade de recherches ont alors mis en place un dispositif ayant permis l'interpellation du mis en cause, le 13 juillet 2026, vers 18 heures. Conduit dans les locaux de la Sûreté urbaine et interrogé, le suspect aurait reconnu les faits qui lui sont reprochés. Placé en garde à vue, il a été déféré le lendemain devant le parquet de Mbour pour escroquerie au visa.

FINANCEMENT DURABLE OSC

Douze organisations de la société civile (OSC) ont été formées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de financement efficaces et durables. Organisées du 17 juin au 4 juillet 2025 à Thiès et Dakar, ces sessions s'inscrivent dans le cadre de la composante 2 du projet "Finance 4 All". Le programme vise à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des organisations bénéficiaires, notamment en matière de financement durable. Il doit

leur permettre de mettre en place une stratégie financière cohérente, adaptée à leur environnement et susceptible de consolider leur autonomie. Les organisations de la société civile occupent une place importante dans le développement local, social et économique. Elles assurent notamment un rôle d'intermédiaire entre les populations, les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers. Leur action reste cependant confrontée à plusieurs contraintes. Bara Ndao, directeur régional de People Power Inclusion pour l'Afrique de l'Ouest et centrale et initiateur du projet, cite notamment la dépendance excessive à un nombre limité de bailleurs, la faible structuration administrative et financière ainsi que la méconnaissance des différentes possibilités de financement.

FINANCEMENT DURABLE OSC (SUITE)

Ces organisations maîtrisent encore insuffisamment, selon lui,

les mécanismes publics, privés, hybrides ou innovants susceptibles de soutenir durablement leurs activités. La formation a ainsi été conçue pour aider les douze structures retenues à mieux mobiliser leurs ressources, consolider leur fonctionnement et accroître leur efficacité dans les territoires où elles interviennent. "Ce programme, qui a démarré en 2024, s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation et de montée en compétence des acteurs associatifs, à travers des approches pédagogiques participatives, pratiques et orientées vers les résultats", a expliqué Bara Ndao. Selon le responsable, la formation doit permettre aux organisations bénéficiaires de concevoir, piloter et mettre en œuvre des stratégies de financement adaptées à leurs réalités. À terme, cette démarche devrait renforcer leur capacité d'action et leur contribution à la transformation sociale et économique des territoires.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Aéroport Yoff-Dakar
Tél. 77 849 31 49
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Gaston Coly
Directrice de la Publication :
Bigué Bob
Conseiller spécial Dirpub :
Issa Sall
Rédacteur en chef :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction centrale :
Fatou Ba, Mamadou Diop, Amadou Fall, Khaly Sarr, Cheikh Thiam

Correspondants :
Djibril Ba (Matam), Hubert Sagna (Ziguinchor), Ibrahima Bocar Sène (St-Louis), Mor Mbathio Ndiaye (Linguère), Ndèye Diallo (Thiès), Nfaly Mansaly (Kolda)

Directeur artistique :
Fodé Baldé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél : 77 849 31 49
Impression : **AFRICA PRINT**

ABSENCE OPPOSITION SÉNÉGALAISE

Diomaye-Sonko occupent tout l'espace

L'une des évolutions les plus marquantes de la vie politique sénégalaise depuis l'alternance de mars 2024 est sans doute la disparition progressive de l'opposition du débat public. Alors que le Sénégal s'est longtemps distingué par une confrontation classique entre majorité et opposition, la rupture politique entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, semble avoir déplacé le centre de gravité de la compétition politique. Cette situation conduit à une interrogation fondamentale : où est passée l'opposition sénégalaise ?



■ KHALY SARR

Traditionnellement, le système démocratique sénégalais est structuré autour d'une opposition entre une majorité présidentielle-parlementaire et une opposition qui s'oppose. Cette bipolarité permet l'alternance, le contrôle du gouvernement et l'expression du pluralisme politique. Or, depuis le 22 mai 2026, date de la rupture politique entre Diomaye et Sonko, cette architecture semble profondément bouleversée. Le débat politique national ne s'organise plus principalement entre le pouvoir et ses adversaires, mais autour d'un affrontement interne à la majorité issue de l'alternance de 2024.

Chaque séquence politique est désormais interprétée à travers cette rivalité : remaniement ministériel, reconstitution des institutions, création d'un nouveau parti présidentiel, départs de responsables de PASTEF, limogeages de directeurs généraux, débats sur les réformes institutionnelles ou encore stratégies électorales pour 2027 et 2029. Autrement dit, la compétition politique a changé d'objet.

Le conflit Diomaye-Sonko est devenu le principal moteur de la vie politique sénégalaise. Cette évolution peut être interprétée à travers ce qu'on appelle l'agenda-setting. Selon cette approche, le pouvoir politique consiste aussi à déterminer les sujets dont la société parle. Les acteurs qui imposent les thèmes du débat public

contrôlent en partie la compétition politique. Aujourd'hui, Diomaye et Sonko imposent presque quotidiennement l'agenda médiatique.

Leurs prises de position suscitent les réactions des médias, des militants, des universitaires, des chroniqueurs et même des partenaires internationaux. Pendant ce temps, les initiatives de l'opposition passent largement inaperçues. L'opposition n'est donc pas juridiquement absente. Elle est symboliquement marginalisée.

Les partis qui comptent et ceux qui n'exercent qu'une influence marginale...

Cette invisibilité de l'opposition est également le produit d'une transformation plus profonde du système partisan sénégalais. Il faut rappeler qu'un système partisan ne se mesure pas simplement au nombre de partis existants, mais à la capacité réelle de certains partis à influencer la compétition politique.

Il s'agit dès lors de distinguer les partis qui comptent de ceux qui n'exercent qu'une influence marginale. Sous ce rapport, plusieurs partis d'opposition connaissent aujourd'hui une perte de centralité.

L'Alliance pour la République (APR), ancienne formation présidentielle, est confrontée à une succession de départs, à une baisse de son activité militante et à des repositionnements individuels. Le Parti socialiste et le Parti démocratique sénégalais, qui ont longtemps structuré la

de Thierno Bocoum, La Relève d'Anta Babacar Ngom, les Bâisseurs d'Ameth Diallo ou encore le MPR d'Hamidou Thiaw –, elles peinent à imposer durablement leurs propres priorités dans le débat politique national.

Il ne s'agit pas nécessairement d'un manque de propositions politiques. Le véritable problème réside dans leur incapacité à concurrencer une séquence politique entièrement monopolisée par les rapports entre Diomaye et Sonko.

La logique de la compétition intra-élite...

L'un des enseignements majeurs de cette période est que la principale opposition semble désormais se situer à l'intérieur même du camp arrivé au pouvoir en 2024.

Des politologues ont montré que les démocraties contemporaines connaissent parfois des phases de compétition intra-élite, c'est-à-dire des affrontements entre différentes fractions de la même élite dirigeante. Dans ces configurations, la conflictualité ne se développe plus principalement entre majorité et opposition, mais entre deux groupes issus du même espace politique.

C'est précisément ce qui semble caractériser la situation politique actuelle sénégalaise. Bassirou Diomaye Faye contrôle les institutions exécutives et incarne la majorité présidentielle. Ousmane Sonko conserve une forte légitimité militante, dirige PASTEF et exerce une influence importante sur la majorité parlementaire.

Le clivage principal n'oppose donc plus deux projets politiques historiquement distincts ; il oppose deux conceptions concurrentes du pouvoir, issues d'une même matrice politique. Cette situation est particulièrement originale dans le contexte sénégalais. La majorité devient sa propre opposition.

Les critiques les plus fortes adressées au chef de l'État proviennent désormais d'acteurs appartenant à la famille politique qui l'a porté au pouvoir. Dans ces conditions, l'opposition traditionnelle perd naturellement sa capacité à polariser le débat

politique.

Cette évolution illustre également une tendance lourde des démocraties contemporaines : la personnalisation de la compétition politique. Il n'est pas moins important de souligner que les partis modernes tendent progressivement à s'organiser autour de leurs dirigeants plutôt qu'autour de leur idéologie. Les leaders deviennent les principaux producteurs de légitimité.

Au Sénégal, cette personnalisation atteint aujourd'hui un niveau rarement observé. Les débats portent moins sur les programmes économiques, les politiques publiques ou les projets de société que sur les stratégies respectives de Diomaye et Sonko. La compétition apparaît de plus en plus incarnée. Elle repose sur deux figures politiques qui concentrent l'essentiel du capital symbolique.

Une démocratie d'audience où la visibilité devient la matière première politique...

Dans le champ politique, le capital politique correspond à la capacité d'être reconnu comme un acteur légitime. Aujourd'hui, Diomaye et Sonko concentrent une part importante de ce capital. Ils occupent le centre du champ politique. Les autres responsables évoluent à sa périphérie. Cette concentration du capital politique explique pourquoi chaque déclaration des deux hommes produit davantage d'effets que les activités pourtant régulières des autres partis.

Les démocraties contemporaines sont aujourd'hui appréhendées comme des démocraties d'audience. Les responsables politiques ne cherchent plus uniquement à convaincre des électeurs ; ils cherchent avant tout à capter l'attention. La visibilité devient ainsi une ressource politique.

Sous cet angle, Diomaye et Sonko dominent très largement l'espace public. Leur rivalité constitue un récit politique permanent. Chaque épisode nourrit le suivant. Chaque décision appelle une réponse. Chaque réponse produit une nouvelle séquence médiatique. L'opposition est ainsi enfermée dans une logique réactive. Elle commente plus qu'elle n'oriente. Elle répond davantage qu'elle ne propose. Elle devient spectatrice d'un affrontement dont elle n'est pas l'actrice principale.

L'effacement actuel de l'opposition ne signifie pas nécessairement sa disparition durable. Les périodes de reconstitution ouvrent souvent des fenêtres d'opportunité. L'opposition pourrait retrouver une place centrale à trois conditions.

Premièrement, construire un récit politique autonome, distinct de la rivalité Diomaye-Sonko. Deuxièmement, reconstruire des implantations territoriales fortes en vue des élections locales. Troisièmement, investir des thématiques insuffisamment traitées par les deux camps, notamment le coût de la vie, l'emploi des jeunes, la santé, l'éducation, les collectivités territoriales ou les politiques sociales.

Faute d'une telle stratégie, l'opposition sénégalaise risque de demeurer prisonnière d'un agenda politique défini par les majorités présidentielle et parlementaire. ■

REMERCIEMENTS

Les familles NDIAYE, SARR, BADJI, KAMARA, CAMARA, DEME, SANE, KANE, DIOP, WANE, SECK, BODIAN, ainsi que les parents, proches et alliés, adressent leurs plus sincères remerciements à toutes celles et tous ceux qui, de près ou de loin, les ont soutenus et accompagnés durant cette douloureuse épreuve.

Qu'Allah (SWT) vous récompense abondamment pour votre bienveillance, vous accorde une longue vie dans la santé et la foi, et fasse miséricorde à notre regrettée AISSATOU dite Combe NDIAYE. Âmîn.

La famille vous exprime sa profonde gratitude.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le Bureau valide plusieurs propositions de loi et 6 demandes de commissions...

Réuni les 17 et 23 juillet sous la présidence d'Ousmane Sonko, le Bureau de l'Assemblée nationale a déclaré recevables deux propositions de loi et six propositions de résolution portant création de commissions d'enquête parlementaire. Les initiatives, émanant principalement du groupe parlementaire PASTEF-Les-Patriotes mais aussi de TAKKU-WALLU, portent notamment sur le foncier, les finances publiques, les exonérations fiscales, la pêche et le programme "Un étudiant, un ordinateur".



■ KHALY SARR

Le Bureau de l'Assemblée nationale a franchi une nouvelle étape dans le traitement de plusieurs initiatives parlementaires. À l'issue de deux réunions tenues les 17 et 23 juillet 2026 sous la présidence du président de l'institution, Ousmane Sonko, plusieurs propositions de loi et de résolution ont été déclarées recevables. Selon un communiqué publié par l'Assemblée nationale, le Bureau a examiné différents dossiers avant de donner son feu vert à leur recevabilité, conformément aux procédures parle-

mentaires.

Au titre des propositions de loi, les membres du Bureau ont validé deux textes. Le premier, initié par le député Amadou Ba n°2, vise à modifier l'article 37 de la Constitution relatif à la déclaration de patrimoine du président de la République. Le second, porté par les députés Guy Marius Sagna, Mame Diarra Bèye et Alphonse Mané Sambou, propose un encadrement des crédits spéciaux et des autres fonds secrets afin d'en renforcer le contrôle.

Le Bureau a également déclaré recevables six propositions de résolution tendant à la création de commis-

sions d'enquête parlementaire.

Le groupe parlementaire PASTEF-Les-Patriotes est à l'origine de cinq de ces initiatives. Elles concernent les allégations de manquements dans la gestion du foncier de différents lotissements ainsi que du domaine public maritime, les conditions de cession de biens appartenant au patrimoine bâti de l'État à des particuliers, les irrégularités présumées dans la passation et l'exécution des marchés du programme "Un étudiant, un ordinateur" du ministère de l'Enseignement supérieur, les abandons de recettes et la gestion des exonérations fiscales, ainsi que

taire TAKKU-WALLU a obtenu la recevabilité d'une proposition de commission d'enquête consacrée à l'utilisation, par le Gouvernement du Sénégal, de mécanismes financiers de type Total Return Swap (TRS).

Le processus se poursuit désormais conformément aux dispositions légales. Le communiqué précise que le président de l'Assemblée nationale a saisi le président de la République ainsi que le ministre de la Justice, garde des Sceaux, afin qu'ils formulent leurs avis dans les délais prévus par la loi.

Ces différentes initiatives pourraient, après l'accomplissement des formalités requises, être inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour examen par les députés. ■

les conditions de délivrance et de renouvellement des licences de pêche.

De son côté, le groupe parlemen-

RESTRICTION POLITIQUE

Le Préfet de Mbour interdit la vente des cartes de Pastef au marché central

C'est une nouvelle qui va faire jaser du côté des "Patriotes" de la commune de Mbour. Par arrêté préfectoral en date de ce 24 juillet 2026, il est fait interdiction au parti Pastef/Les Patriotes de procéder, ces dimanche 26 juillet et lundi 27 juillet 2026, à la vente de ses cartes de membres au marché central et au quai de pêche de la commune, situés au cœur de la ville de Mbour.

En effet, les sieurs Thierno Cissé, Mame Mor Diba et Mamadou Lamine Diaïté, député, avaient saisi l'autorité administrative aux fins d'une autorisation pour leur parti d'un rassemblement sur la voie publique prévu les 26 et 27 juillet 2026, de 11 heures à 18 heures, au marché central et au quai de pêche de Mbour, pour la vente de cartes d'adhésion au parti Pastef-Les Patriotes.

Les motifs invoqués par l'autorité administrative sont le "risque de perturbation de l'ordre public" et l'"insuffisance de moyens nécessaires pour le maintien de l'ordre". Face à cette situation, le Préfet prévient les potentiels contrevenants en indiquant dans l'article 2 de son arrêté que toute infraction à cette interdiction est passible des sanctions prévues par les lois et règlements.

Pour parer à toute éventualité, le Commissaire central de Mbour est chargé, par le chef de l'exécutif départemental, de l'exécution du présent arrêté, qui, précise-t-il, sera notifié aux intéressés et communiqué partout où besoin sera. ■

PAPE MBAR FAYE

BUDGÉTISATION SENSIBLE AU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

7 pays harmonisent leurs outils

Sous les auspices du Secrétariat technique régional des pays de mise en œuvre de la phase SWEDD+ (2024-2028) du projet éponyme, en collaboration avec le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG) de l'Université Iba Der Thiam de Thiès, se tient depuis hier (vendredi), à Saly, un atelier régional de trois jours destiné à harmoniser la compréhension du processus institutionnel de mise en œuvre de la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD), afin de renforcer l'appropriation collective des outils par les équipes nationales.

■ P.M. FAYE

Lancé en novembre 2015, le projet SWEDD (Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel), avec le soutien de la Banque mondiale et l'appui technique de l'UNFPA et de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), constitue le principal levier opérationnel régional pour accélérer la transition démographique et réduire les inégalités de genre.

La phase SWEDD+ (2024-2028), qui regroupe le Burkina Faso, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le

Sénégal, le Tchad et le Togo, vise à approfondir cette approche intégrée, tout en consolidant les acquis et en amplifiant les innovations.

Cependant, malgré la richesse des outils et produits développés, les experts nationaux peinent encore à maîtriser de façon autonome les protocoles méthodologiques sous-jacents, notamment les huit modules de la chaîne analytique BSDD. Par ailleurs, les approches institutionnelles de mise en œuvre diffèrent d'un pays à l'autre, limitant la capitalisation régionale.

C'est dans ce contexte que le STR,

en collaboration avec le CREG, organise un atelier régional destiné à harmoniser la compréhension du processus institutionnel de mise en œuvre de la BSDD, afin de renforcer l'appropriation collective des outils par les équipes nationales.

Harmoniser la compréhension du processus institutionnel

À l'endroit de la trentaine de participants issus de sept catégories d'acteurs, le président-coordonnateur du Consortium régional de recherche en économie générationnelle (CREG), Latif Dramani, a sou-

ligné l'engagement collectif à renforcer les capacités nationales, à consolider les acquis du projet SWEDD+ et à promouvoir une gouvernance fondée sur des données scientifiques au service du développement durable des pays.

"Durant ces trois jours, je nous invite à privilégier un esprit d'ouverture, de dialogue et de partage d'expériences, afin que nos échanges aboutissent à des recommandations consensuelles, des protocoles harmonisés et une feuille de route commune pour accélérer l'institutionnalisation de la BSDD dans l'ensemble des pays SWE-DD+", leur a-t-il lancé.

Pour sa part, Sam Wanilo, au nom de la Banque mondiale, note que cette rencontre témoigne de l'engagement collectif des pays et des institutions à renforcer l'utilisation de données probantes pour améliorer l'efficacité des politiques publiques et accélérer les progrès en matière de développement humain.

Il a indiqué que la Banque mondiale demeure pleinement engagée aux côtés des pays du SWEDD+ pour soutenir les réformes, renforcer les capacités nationales et promouvoir

des politiques fondées sur des données probantes, au service d'un développement durable, inclusif et résilient.

"Votre travail répond aux urgences d'aujourd'hui, mais il engage surtout l'avenir : il aide nos pays à offrir davantage de choix, de capacités et de perspectives aux générations qui viennent. Je vous invite donc à continuer à faire preuve d'ambition, d'exigence et de pragmatisme. Interrogez les méthodes, partagez les innovations, documentez les difficultés et les défis, mais gardez toujours à l'esprit la finalité : faire du budget national un véritable instrument de transformation démographique, économique et sociale", a, de son côté, relevé la directrice régionale du projet SWEDD+, Dr Edwige Adekambi, à l'endroit des experts.

"Notre réussite ne se mesurera pas seulement à la qualité des documents produits pendant cet atelier. Elle se mesurera, dans les prochains cycles budgétaires, à travers la capacité de nos pays à orienter davantage de ressources vers les investissements qui accélèrent le dividende démographique et à démontrer les résultats obtenus", a-t-elle ajouté. ■

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE EN 2025

645 millions ont souffert de la faim dont la moitié en Afrique

Selon les Nations Unies, un tiers de la population mondiale n'a toujours pas les moyens de s'alimenter sainement. En 2025, 645 millions de personnes ont connu la faim, dont plus de 300 millions en Afrique.



Illustration

CHEIKH THIAM

En 2025, la faim dans le monde a reculé pour la troisième année consécutive, ce qui montre que des progrès sont possibles. Toutefois, les améliorations demeurent fragiles, réparties de manière inégale et insuffisantes pour concrétiser les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, selon le rapport sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2026, publié par cinq organismes spécialisés des Nations Unies.

Selon le rapport parcouru par Enquête, les auteurs de ce document estiment que 7,8 % de la population mondiale a souffert de la faim en 2025, contre 8,1 % en 2024 et 8,6 % en 2022, ce qui confirme une amélioration certes lente, mais durable. Autrement dit, 645 millions de personnes ont connu la faim en 2025, soit une réduction de près de 14 millions et de 43 millions par rapport à 2024 et 2022, respectivement.

En dépit des avancées réalisées à l'échelle mondiale, le relèvement demeure variable d'une région à l'autre. L'Asie, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes, ont connu des améliorations constantes ces dernières années.

À l'inverse, l'Afrique compte aujourd'hui environ 309 millions de personnes souffrant de la faim, contre 292 millions en Asie. Bien que la tendance à la hausse autrefois constatée en Afrique ait commencé à se stabiliser, la proportion de la population exposée à la faim passant de 20,3 % en 2024 à 20,0 % en 2025, le continent enregistre actuellement le nombre le plus élevé de personnes souffrant de la faim en termes abso-

lus, sur fond de croissance démographique rapide.

Les mesures plus générales portant sur l'accès à la nourriture vont dans le même sens. Selon les estimations, 25,8 % de la population mondiale (environ 2,1 milliards de personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2025, c'est-à-dire qu'elles étaient parfois contraintes de rogner sur la qualité ou la quantité des aliments qu'elles consommaient. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 27,1 % enregistrés en 2024 et aux 28,7 % enregistrés en 2020, ce qui équivaut à près de 86 millions de personnes de moins qu'en 2024 et à 135 millions de moins qu'en 2020, même si ce chiffre reste supérieur aux niveaux d'avant la pandémie.

Les disparités régionales restent marquées. Plus de la moitié de la population africaine (56,6 %) était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2025, contre 20,3 % en Asie, 22,9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 8,7 % en Amérique du Nord et en Europe. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire demeure plus prévalente dans les zones rurales que dans les zones périurbaines et les zones urbaines, et les femmes sont encore touchées de manière disproportionnée, bien que l'écart entre les genres se soit légèrement réduit en 2025.

Projections relatives à la faim dans le contexte du conflit au Moyen-Orient

Le rapport annuel contient également des projections actualisées établies pour les cinq prochaines années à la lumière du conflit au Moyen-Orient. En fonction de la durée des effets de la crise sur l'inflation des prix des aliments – qui

découle de la hausse des prix de l'énergie et des engrais –, environ 510 à 520 millions de personnes pourraient toujours être exposées à la faim en 2030 (contre une projection moindre établie à 503 millions dans le scénario d'avant le conflit), sachant que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde devrait diminuer de 20 %.

Cependant, d'autres facteurs de perturbation potentiels, notamment les effets de phénomènes météorologiques extrêmes comme El Niño en 2026 et 2027, ne sont pas pris en compte dans ces projections et pourraient aggraver encore les effets susmentionnés.

Les coauteurs du rapport – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) – ont alerté sur le fait que le conflit au Moyen-Orient de 2026, les phénomènes météorologiques extrêmes et les coupes de l'aide publique au développement menaçaient de saper les progrès accomplis s'agissant d'éradiquer la faim dans le monde.

Des progrès lents au regard des cibles nutritionnelles mondiales

Le rapport souligne que les progrès mondiaux en matière de nutrition maternelle et infantile demeurent également insuffisants pour remplir les engagements internationaux, y compris les cibles nutritionnelles à l'horizon 2030.

Les indicateurs tels que le retard de croissance chez les enfants, l'émaciation, l'excès pondéral, l'insuffisance pondérale à la naissance et

l'allaitement maternel exclusif ne s'améliorent que très légèrement, et trop lentement pour atteindre les cibles.

Dans le même temps, l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans s'aggrave, tandis que la prévalence de l'obésité chez les adultes enregistre une augmentation constante, passant de 12,1 % en 2012 à 16,2 % en 2024, ce qui va à l'encontre de la cible consistant à endiguer sa hausse d'ici à 2025.

Seuls 30,8 % des enfants âgés de 6 à 23 mois dans le monde atteignent le seuil de diversité alimentaire minimale et 150 millions d'enfants de moins de 5 ans présentent toujours un retard de croissance.

Une fois encore, les progrès varient considérablement d'une région à l'autre. La prévalence du retard de croissance chez les enfants diminue en Afrique et l'Asie est sur la bonne voie pour atteindre la cible de 2030, tandis que les taux d'allaitement maternel exclusif s'améliorent dans l'ensemble des régions pour lesquelles on dispose de données.

Cependant, presque toutes les régions voient l'anémie chez les femmes s'aggraver, et l'obésité chez les enfants augmente rapidement en Océanie.

Le coût d'une alimentation saine

Le rapport de cette année concerne plus précisément le coût d'une alimentation saine, à savoir le montant minimal moyen qu'il faut dépenser pour se procurer des aliments disponibles localement qui permettent de couvrir les besoins en ce qui concerne l'énergie et la plupart des nutriments. Selon la FAO et l'OMS, une alimentation saine doit être adéquate, équilibrée, diversifiée et

modérée.

Le rapport souligne que les coûts demeurent l'une des principales entraves à la concrétisation de l'ODD 2 (Élimination de la faim), même si l'abaissement de ces coûts ne saurait suffire à lui seul à améliorer la qualité de l'alimentation et les résultats nutritionnels.

En 2025, renseigne-t-on, le coût moyen d'une alimentation saine au niveau mondial a augmenté, s'établissant ainsi à 4,28 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) par personne et par jour, contre 3,44 USD en PPA en 2021 et 2,94 USD en PPA en 2017, les montants les plus élevés étant enregistrés en Amérique latine et dans les Caraïbes (4,91 USD en PPA). En parallèle, le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement a baissé, passant de 2,97 milliards (37,4 % de la population mondiale) en 2021 à 2,69 milliards (32,7 %) en 2025.

Toutefois, cette évolution, souligne les Nations Unies, masque de fortes disparités régionales. En Afrique, l'abordabilité a considérablement diminué, 66,6 % de la population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement en 2025, soit plus du double des proportions observées en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le coût d'une alimentation saine varie grandement d'une région à l'autre en raison de différences structurelles entre les systèmes agroalimentaires. Les aliments d'origine animale, les fruits et les légumes représentent la part principale de ce coût, tandis que les féculents de base y contribuent relativement peu. Les aliments d'origine animale sont le premier déterminant du coût d'une alimentation saine en Afrique, alors que cette place est occupée par les légumes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Ainsi, selon le rapport, les chaînes de valeur alimentaire sont le principal facteur qui influe sur les prix. Les activités après la sortie de l'exploitation représentent 70 à 75 % du prix payé par les consommateurs ; jusqu'à 40 % des coûts totaux interviennent aux stades de la transformation, des services logistiques et des marchés de gros. Par conséquent, il est crucial d'améliorer l'efficacité dans ces segments, en particulier pour abaisser le coût des aliments périssables riches en nutriments.

Réduire le coût d'une alimentation saine, ajoute le document, nécessite des mesures spécifiques au contexte qui accroissent l'offre d'aliments nutritifs tout en diminuant les coûts structurels tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires. Ces mesures comprennent des investissements dans les infrastructures, la recherche-développement, l'irrigation et les chaînes du froid, outre des réformes en matière de subventions, de facilitation des échanges commerciaux et de cadres réglementaires.

C'est pourquoi, les interventions ciblées qui stimulent la productivité, réduisent les pertes et promeuvent des pratiques durables vont simultanément améliorer les résultats nutritionnels, renforcer la résilience et contribuer à la réalisation des objectifs climatiques. ■

TENSIONS À LA SN HLM

Le personnel réclame le départ du DG

Les représentants des travailleurs de la Société nationale des habitations à loyer modéré (SN HLM) réclament le départ du directeur général, Pape Abdourahmane Dabo. Ils l'accusent d'intimidations, de licenciements abusifs et de "politisation" des effectifs. Le personnel interpelle le président Bassirou Diomaye Faye et demande l'envoi d'une mission d'évaluation au sein de l'entreprise.

MAMADOU DIOP

Le climat social se dégrade à la SN HLM. Réunis au siège de la société, des travailleurs ont dénoncé la gestion du directeur général, Pape Abdourahmane Dabo, dont ils exigent désormais le départ. Soutenus par les agents mobilisés, les représentants du personnel accusent la direction générale d'entretenir un climat d'intimidation au sein de l'entreprise. Selon leur porte-parole, les travailleurs feraient l'objet de menaces et de pressions entravant le fonctionnement normal des services. À l'origine de la montée de la tension, les syndicalistes évoquent notamment la présence présumée de personnes étrangères à l'entreprise dans ses locaux. Ils accusent la direction d'avoir fait appel à des "nervis" pour intimider le personnel et s'en prendre à des agents chargés de la sécurité. "C'est un acte totalement inconcevable dans un État de droit. Nous comptons mener toutes



les démarches nécessaires : une plainte sera déposée contre le directeur général lui-même ainsi que contre ces nervis", a déclaré leur porte-parole.

La gestion des ressources humaines constitue l'autre principal point de crispation. Les représentants des travailleurs accusent Pape Abdourahmane Dabo d'avoir procédé à des licenciements qu'ils jugent abusifs, notamment parmi les cadres de l'entreprise. Ces départs viseraient, selon eux, à libérer des postes au profit d'une "clientèle politique". Les syndicalistes rappellent que la SN HLM est une société nationale appartenant entièrement à l'État du Sénégal et ne saurait être gérée comme un patrimoine personnel. "Si le directeur général veut recaser sa clientèle politique, il n'a qu'à créer sa propre entreprise. La SN HLM n'appartient pas à Pape Abdourahmane Dabo, il n'en est que le représentant légal", ont-ils soutenu. Face à ce qu'ils qualifient de "dérive managériale", les travailleurs sollicitent l'intervention du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, ainsi que celle du ministère de tutelle. Ils demandent l'envoi d'une mission d'évaluation afin d'examiner la situation au sein de la société et de prendre les mesures nécessaires. Le collège des délégués prévient que la mobilisation se poursuivra jusqu'au départ du directeur général ou à la satisfaction de ses revendications. ■

EMPLOI DES JEUNES

Le projet Yaakaar officiellement lancé à Thiès

La région de Thiès a accueilli, ce vendredi, un comité régional de développement (CRD) consacré au lancement du projet Yaakaar Jeunesse et Entrepreneuriat (YEAH), ainsi qu'aux travaux de réhabilitation de l'Espace Jeunes de Thiès.



NDEYE DIALLO (THIÈS)

Dans un contexte où près de 75 % de la population sénégalaise a moins de 35 ans, les politiques publiques accordent une place centrale à l'insertion socio-économique des jeunes, conformément aux orientations de l'Agenda national de transformation "Sénégal 2050", a rappelé, hier, l'adjoint au Gouverneur chargé du développement, Ababacar Sadikh Niang, à l'ouverture des travaux du CRD consacré au lancement du projet Yaakaar Jeunesse et Entrepreneuriat (YEAH).

En effet, le projet Yaakaar Jeunesse et Entrepreneuriat, porté par le Consortium Jeunesse Sénégal avec l'appui de la Fondation Mastercard, ambitionne de renforcer l'employabi-

lité et l'entrepreneuriat des jeunes en leur offrant des opportunités dans des secteurs à fort potentiel tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'agroalimentaire, l'industrie, la transformation, la commercialisation et le numérique.

Le programme prévoit la mise en œuvre de plusieurs actions, notamment des campagnes de sensibilisation, d'information et d'orientation vers les métiers porteurs, un accompagnement personnalisé des entrepreneurs, un accès facilité aux mécanismes de financement, la promotion de champions locaux ainsi qu'un plaidoyer en faveur de réformes favorisant l'emploi des jeunes.

Ce qui fait dire à Ababacar Sadikh Niang que les objectifs du projet sont ambitieux. En effet, il s'agira de sen-

sibiliser et d'orienter 8 000 jeunes vers des opportunités économiques, d'intégrer 12 champions locaux au programme, d'accompagner 60 acteurs des chaînes de valeur, dont 70 % de jeunes femmes, avec une attention particulière accordée aux personnes en situation de handicap, et de soutenir 32 jeunes entrepreneurs agricoles à fort potentiel dans la promotion de leurs produits et services.

S'agissant du choix de Thiès pour abriter la rencontre, il a évoqué sa position géographique stratégique, une population majoritairement jeune – 62 % des habitants ayant moins de 25 ans – ainsi qu'un tissu associatif et sportif particulièrement dynamique.

D'ailleurs, le projet prévoit la réhabilitation de l'Espace Jeunes de Thiès afin d'en faire un véritable centre de référence dédié à l'information, à l'orientation, à la formation et à l'accompagnement des jeunes dans leurs parcours d'insertion professionnelle et entrepreneuriale.

L'autorité appelle ainsi l'ensemble des acteurs institutionnels, communautaires et associatifs à s'impliquer pleinement dans la réussite de cette initiative, elle est d'avis que la mobilisation collective sera déterminante pour offrir à la jeunesse de nouvelles perspectives d'insertion et de développement économique.

Interrogée en marge de la rencontre, Arame Gueye Seck, représentante du Consortium Jeunesse Sénégal, a confié que le programme ne se limite pas à la production agricole. "Nous intervenons sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'agriculture à l'élevage, en passant par tous les métiers connexes. Nous allons informer les jeunes sur ces opportunités, les accompagner dans leurs projets entrepreneuriaux et faciliter leur accès au financement grâce au Fonds Yaakaar", a-t-elle indiqué.

Elle a également précisé que l'Espace Jeunes de Thiès sera transformé en un véritable hub d'orientation et d'accompagnement, où les jeunes pourront accéder à des formations, des conseils en employabilité, un accompagnement à la création d'entreprise ainsi qu'à diverses opportunités économiques.

Un financement de 12,9 milliards de FCFA pour la vision Yaakaar 2030

Selon Arame Gueye Seck, le projet bénéficie principalement d'un financement de la Fondation Mastercard. Le Consortium Jeunesse Sénégal travaille également avec plusieurs partenaires, dont la Délégation de l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD).

"L'ensemble des programmes inscrits dans la vision Yaakaar 2030

représente un financement global de 12,9 milliards de FCFA", a-t-elle précisé.

À Thiès, la mise en œuvre opérationnelle du projet est assurée par Volkeno, en collaboration avec les services régionaux et départementaux compétents. Les jeunes pourront également accéder aux différentes opportunités via la plateforme guichetjeunesse.sn, qui centralise les offres de formation, d'accompagnement et de financement. Des campagnes de proximité seront également organisées afin d'aller directement à la rencontre des jeunes et garantir un accès équitable à l'information.

Revenant sur l'expérience menée au Centre Départemental d'Éducation Populaire et Sportive (CDEPS) de Wakhinane Nimzatt à Guédiawaye, Arame Gueye Seck a rappelé que près de 350 000 jeunes ont été touchés par les différentes actions du Consortium, allant de l'insertion professionnelle au volontariat, en passant par la participation citoyenne et les formations.

"La rénovation du CDEPS et les programmes d'animation mis en place ont permis de transformer cet espace en un véritable lieu d'opportunités pour les jeunes", a-t-elle souligné.

Le Consortium Jeunesse Sénégal ambitionne de toucher 800 000 jeunes à travers le projet Yaakaar Jeunesse et Entrepreneuriat. Outre Thiès, le programme est déployé dans plusieurs régions du pays, notamment Dakar, Saint-Louis, Kaolack et Ziguinchor, avec l'objectif de favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, à la formation et à l'entrepreneuriat sur l'ensemble du territoire national. ■

AWADI ET DUGGY TEE +

“Nous sommes comme les deux pôles d’une batterie...”

De pionniers du hip-hop sénégalais à figures tutélaires d’une nouvelle génération, Didier Awadi et Duggy Tee racontent 37 ans d’une aventure fondée sur la passion, la complémentarité et la fidélité à leur public. À l’occasion de cet anniversaire, le duo mythique revient sur son parcours, les mutations de la musique, sa transmission aux jeunes artistes et son prochain rendez-vous avec le public, le 8 août au Grand Théâtre national.

FATOU BA

Trente sept ans après la naissance de Positive Black Soul, quel regard portez-vous chacun sur cette longue aventure ? Qu’est-ce qui vous rend aujourd’hui les plus fiers du chemin parcouru ensemble ?

Duggy Tee : D’abord, nous remercions le bon Dieu. C’est une bénédiction. C’était un rêve que nous avons et que nous avons pu accomplir. Tout cela a également été possible grâce à tous ceux qui nous ont soutenus, en premier lieu le peuple sénégalais, les peuples africains et, au-delà, le reste du monde. Mais tout a commencé ici. Trente-sept ans après, être encore là et constater que ce même peuple, ces mêmes personnes, continuent de répondre présents chaque fois que nous avons besoin d’eux, c’est un sentiment extrêmement fort. Nous remercions donc tout le monde pour cette fidélité.

Didier Awadi : Trente-sept ans après, c’est aussi la victoire de la passion. C’est un immense bonheur de voir toutes ces personnes qui sont encore là et qui continuent à nous écouter. Nous avons le sentiment d’avoir participé à la naissance et au développement d’une culture. Aujourd’hui, il y a beaucoup de soldats qui portent cette culture, celle du hip-hop. Nous remercions véritablement Dieu de nous avoir donné la chance de vivre de ce métier et d’avoir pu contribuer à cette histoire.

Vous avez traversé plusieurs générations et de nombreuses évolutions du hip-hop sénégalais et africain. Qu’est-ce qui a le plus changé dans la musique depuis vos débuts et qu’est-ce qui, selon vous, n’a jamais changé dans l’identité de Positive Black Soul ?

Duggy Tee : Ce qui n’a jamais changé, c’est l’âme de Positive Black Soul. C’est cet esprit qui est toujours resté le même, même s’il a su s’adapter à son époque sans jamais se dénaturer. En revanche, beaucoup de choses ont changé, notamment les outils technologiques, les moyens de production et les modes de diffusion. Nous sommes passés de l’analogique au numérique. Lorsque nous avons commencé, il n’y avait pratiquement qu’une ou deux chaînes de télévision. Aujourd’hui, il y en a des centaines. Grâce aux réseaux sociaux et à Internet, un artiste peut être vu et entendu partout dans le monde en quelques secondes.

C’est une évolution positive. Nous avons fait un grand bond vers le développement. Maintenant, il appartient à chacun de savoir utiliser intelligemment ces nouveaux outils afin qu’ils puissent être bénéfiques à tous.

Votre parcours est également marqué par une forte complémentarité artistique. Avec le recul, qu’est-ce que chacun de vous pense avoir apporté à Positive Black Soul et qu’est-ce que l’autre vous a personnellement appris au fil des années ?

Duggy Tee : On apprend tous les jours. Pour ma part, j’ai énormément appris de Awadi. Il continue de m’impressionner. Même à la dernière minute, il peut vous surprendre avec une mélodie. Il est très inspiré et possède une grande sensibilité mélodique. J’ai beaucoup appris de lui dans le travail autour de la mélodie, mais aussi dans cette capacité à se laisser aller sur la musique. Il est difficile de tout définir précisément, mais je pense que nous avons toujours appris l’un de l’autre.

Didier Awadi : Comme vient de le

dire Duggy Tee, je crois que notre force réside dans cette complémentarité. Chacun apporte quelque chose à l’autre. Nous sommes comme les deux pôles d’une batterie ou d’une pile : c’est cette association qui produit l’énergie. L’un ne peut pas vraiment aller sans l’autre. Si chacun évoluait séparément, le résultat serait forcément différent, peut-être moins fort. J’ai, pour ma part, beaucoup appris de la rigueur de Duggy Tee. En studio, il peut parfois me fatiguer, Je peux lui dire : “C’est bon”, et il va me répondre : “Je n’ai jamais dit que ce n’était pas bon. Ça peut être mieux.” C’est parce que chacun connaît très bien l’autre. Peut-être que je ne connais pas toujours la totalité de mon propre potentiel, mais je connais très bien celui de Duggy Tee. Et c’est réciproque.

Nous ne nous pardonnons rien. C’est aussi ce qui nous permet d’avancer et de toujours chercher à faire mieux.

Le contexte musical actuel est très différent de celui de vos débuts, notamment avec l’arrivée des réseaux sociaux, du streaming et des nouvelles générations d’artistes. Comment regardez-vous cette nouvelle scène et quelle place souhaitez-vous encore y occuper ?

Duggy Tee : Je pense que nous avons aujourd’hui une place naturelle : celle des grands frères, des aînés. Tout ce que nous pouvons faire, c’est accompagner les jeunes générations. Beaucoup d’entre eux ont aujourd’hui l’âge de nos propres enfants. Nous ne sommes donc pas dans une logique de rivalité ou de compétition avec eux. Au contraire, nous souhaitons leur donner de la force, leur transmettre notre expérience et partager avec eux ce que

nous avons appris au cours de notre parcours. Nous sommes une génération qui a connu les débuts de la télévision, puis l’arrivée progressive de nouveaux moyens de communication. Aujourd’hui, nous sommes à l’époque des écrans, des messages instantanés et des appels vidéo. Nous sommes heureux et reconnaissants d’être les témoins de toutes ces transformations. Notre rôle est désormais de transmettre et d’accompagner.

Didier Awadi : Beaucoup de personnes ont l’impression que les choses ont profondément changé. Je pense plutôt que les outils ont changé, mais que les défis restent fondamentalement les mêmes. Lorsque nous avons commencé, nous avons nos propres difficultés. Les jeunes artistes d’aujourd’hui rencontrent exactement les mêmes défis. La question reste toujours la même : comment faire découvrir sa musique ? Comment rendre son œuvre visible ? Comment la diffuser, la promouvoir et toucher le plus grand nombre ? C’est ce que l’on appelle aujourd’hui la découvrabilité de l’œuvre. Un artiste crée une chanson, mais comment va-t-il faire pour qu’elle soit découverte et écoutée ? À notre époque, nous nous posons déjà ces questions. Avant, nous avions des vinyles, des cassettes et des CD. Aujourd’hui, tout est numérisé. Les outils ont changé, mais les enjeux restent les mêmes. La différence, c’est qu’aujourd’hui, le marché est devenu mondial. Lorsqu’un artiste met sa musique sur Internet, il la lance dans un espace immense. C’est comme jeter une aiguille dans un océan. Il faut donc rester concentré, travailler davantage et surtout apprendre à maîtriser les nouveaux outils.

Après 37 ans de carrière et votre décoration dans l’Ordre national du Lion, qu’est-ce que cette reconnaissance représente pour vous ?

Awadi : Cette décoration nous fait évidemment plaisir. Nous l’acceptons avec beaucoup d’humilité et de reconnaissance. Nous remercions le chef de l’État ainsi que le Grand Chancelier de l’Ordre national du Lion pour cette distinction. Mais nous la recevons surtout au nom de toute la communauté hip-hop. Nous ne considérons pas que cette décoration nous concerne uniquement, Didier et moi. C’est toute une équipe, toute une génération et, au-delà, toute une culture qui est honorée à travers cette reconnaissance. C’est ainsi que nous la concevons. C’est également pour cette raison que nous souhaitons la célébrer avec l’ensemble de la communauté hip-hop et avec tous les acteurs de la culture.

Quel est le prochain défi de Positive Black Soul ? Et si vous deviez chacun adresser un message à l’autre ainsi qu’à votre public qui vous accompagne depuis toutes ces années, que lui diriez-vous ?

Didier Awadi et Duggy Tee : Nous pouvons simplement nous dire que nous sommes fiers du chemin que nous avons parcouru ensemble. À notre public, nous voulons dire merci. Merci d’avoir été là. Merci d’avoir existé à nos côtés et de continuer à nous accompagner après toutes ces années. Merci de nous avoir critiqués lorsque cela était nécessaire, mais aussi de nous avoir encouragés quand nous en avions besoin. Merci d’être restés vous-mêmes et de nous avoir permis de rester nous-mêmes. Après 37 ans, notre histoire continue. Et le prochain rendez-vous c’est le 8 Août. ■

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'Afrique affine sa démarche

La 5e édition de la Semaine Climat & Énergie s'est achevée hier sur une ambition partagée : structurer une transition écologique ancrée dans les réalités du continent. Réunis sous l'impulsion d'Enda Énergie, acteurs de la société civile, experts et décideurs publics ont tiré les enseignements de cette semaine d'échanges pour tracer la feuille de route des actions à venir.

— MAMADOU DIOP

En baissant le rideau sur cette 5e édition, les organisateurs ont fait du bilan environnemental de leurs propres interventions le premier acte de leur engagement. Pour Enda Énergie et ses partenaires, la clôture des travaux a été l'occasion de réaffirmer un impératif : agir au plus près des populations sans alourdir l'empreinte écologique des opérations. Un programme étendu de compensation carbone, axé sur le reboisement et la restauration des sols, accompagne désormais l'ensemble de leurs déploiements. "Pour accompagner l'empreinte de nos activités régulières, des actions de reboisement sont nécessaires. Nos initiatives permettent d'aller plus loin en redonnant une belle place aux espaces naturels à travers le pays", souligne le Coordinateur des pro-

grammes à Enda Énergie, Jean Pascal Correa. Ce volet s'articule autour d'une gestion sobre de la logistique, d'opérations de plantation auprès d'écoles et de centres de santé, ainsi que d'un travail soutenu de sensibilisation citoyenne.

Mobilité électrique : une réflexion attentive aux réalités

Cette séance de clôture a également permis d'aborder avec pragmatisme la question de la mobilité électrique. Si l'orientation est actée sur le principe, les participants ont souligné la nécessité de tenir compte du maillage territorial : en dehors des grands axes, le déficit en bornes de recharge impose une transition mesurée pour ne pas pénaliser la présence sur le terrain rural. Ainsi, pour M. Correa : "Le réseau actuel invite à avancer pas à pas afin de préserver la continuité de nos actions auprès des



populations. Trouver le bon équilibre passe d'abord par une gestion raisonnée et partagée de nos déplacements." L'accent immédiat reste donc mis sur le regroupement des trajets, l'éco-conduite et l'implication directe des équipes locales.

À la fin des travaux, sur le volet financier, l'objectif affiché est de rendre plus lisibles les instruments

financiers internationaux, de favoriser le partage d'expériences intra-africaines et de bâtir une gouvernance transparente. Sur cette même lancée, la question du modèle économique et de l'autonomie stratégique, dans un contexte de mutation des aides internationales, a surgi. "La solidarité internationale conserve toute son importance, mais il est tout aussi essentiel

de réfléchir ensemble aux moyens d'adapter nos démarches et de valoriser nos propres capacités", a plaidé le parlementaire Samba Dang. Comme l'a rappelé le député en conclusion, le croisement entre données scientifiques et savoirs traditionnels locaux constitue la véritable clé de voûte de la résilience agricole et territoriale du continent. ■

POLITIQUES CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Une trentaine de journalistes à l'école de l'urgence environnementale

Pour renforcer la qualité de l'information sur les enjeux environnementaux, l'organisation Citoyens actifs pour la justice sociale (Cajust) réunit, depuis hier et durant 48 heures, une trentaine de journalistes de Saint-Louis et de Kayar autour d'un atelier consacré à la gouvernance climatique, à la transition énergétique et au traitement médiatique de ces questions.



— IBRAHIMA BOCAR SÈNE, SAINT-LOUIS

Capitale historique du Sénégal et principal pôle de la pêche artisanale, Saint-Louis paie aujourd'hui un lourd tribut aux bouleversements climatiques. Face à cette réalité, Citoyens actifs pour la justice sociale (Cajust) a initié un

atelier participatif de deux jours destiné à une trentaine de journalistes de Saint-Louis et de Kayar, afin de renforcer leurs capacités sur les mécanismes de traitement médiatique des questions climatiques et énergétiques, pour en faire des relais efficaces auprès des populations. "Nous sommes venus former les jour-

nalistes sur les mécanismes de traitement médiatique des questions liées au changement climatique, à la transition énergétique et aux énergies renouvelables", explique Boubacar Seydi, chargé de projet à Cajust. Selon lui, cette initiative s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'organisation pour accompagner les communautés et renforcer leur pouvoir d'influence dans la promotion de la justice sociale et de la bonne gouvernance des ressources naturelles. Pour Cajust, les médias occupent une place stratégique dans la lutte contre les dérèglements climatiques. "Le changement climatique est une crise que nous vivons au quotidien, mais elle reste insuffisamment vulgarisée. Les journalistes sont les premiers vecteurs de diffusion de l'information. Une transition juste passe nécessairement par une information inclusive et accessible aux citoyens", souligne M. Seydi.

Le choix de Saint-Louis n'est pas fortuit. Cette ville, tout comme Fatick

et Thiès, figure parmi les zones d'intervention prioritaires de l'organisation. "Saint-Louis abrite le projet d'exploitation d'hydrocarbures GTA. Les changements climatiques sont souvent exacerbés par l'exploitation des hydrocarbures. Il est donc indispensable d'en parler afin de sensibiliser les autorités et les populations aux mesures à prendre", insiste le responsable de Cajust.

Pour une information inclusive et accessible aux citoyens

Présent à cette rencontre, Kader Diop, conseiller technique du directeur général de l'Agence nationale pour les énergies renouvelables (ANER) et formateur, estime que Saint-Louis constitue l'un des territoires les plus vulnérables du pays. "Le changement climatique affecte profondément les écosystèmes et les populations. Ici, le recul du trait de côte, la salinisation des sols, les déplacements de populations et la vulnérabilité des pêcheurs illustrent

parfaitement cette réalité", constate-t-il. Selon lui, la transition énergétique engagée par l'État du Sénégal représente une réponse incontournable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Mais cette ambition ne peut réussir sans une forte implication des médias. "Les journalistes ont un rôle déterminant dans la sensibilisation des citoyens, des entreprises et des autres acteurs socio-économiques. Ils doivent expliquer les gestes à adopter et les changements à opérer pour inverser cette tendance", affirme-t-il.

Pour les professionnels des médias, cette formation répond à un besoin réel. Correspondant du quotidien L'Observateur à Saint-Louis, Amadou Samoura rappelle que les conséquences du changement climatique sont désormais visibles dans le quotidien des habitants. "La montée des eaux provoque des conséquences sociales dramatiques. Les activités économiques ralentissent, les prises des pêcheurs diminuent et des familles sont contraintes de se déplacer", témoigne-t-il.

À ses yeux, les journalistes doivent disposer des connaissances techniques nécessaires pour mieux expliquer aux populations les causes, les conséquences et les solutions face à cette crise environnementale. "Cet atelier nous permettra de mieux traiter ces questions et de contribuer à une meilleure sensibilisation des citoyens", conclut-il. ■

MOTS FLÉCHÉS N°4461

Grid for Mots Fléchés N°4461 with clues in French.

NUMÉROS UTILES

Services and emergency numbers: SÉCURITÉ, TÉLÉPHONIE, EAU - SEN'EAU, ONAS, SENELEC, TRANSPORTS, URGENCES, HÔPITAUX.

MOTS CROISÉS N°720

Crossword grid and solutions for Mots Croisés N°720.

SOLUTIONS

Solutions for Mots Fléchés N°4460, Sudoku N°4460, and Charade N°90.

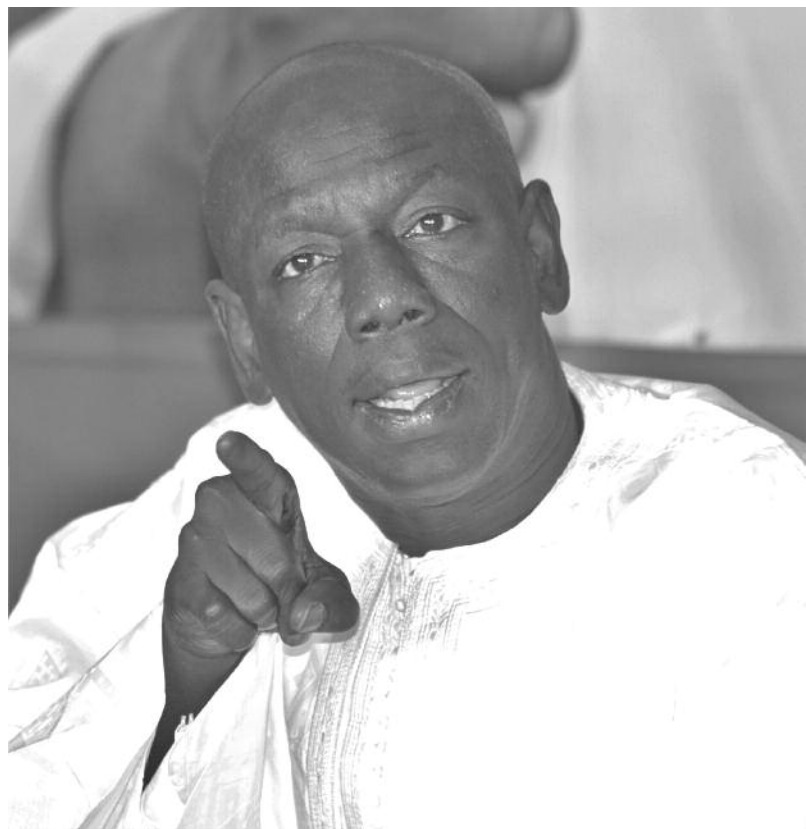
SUDOKU N°4461

Sudoku grid N°4461 and prayer times (HEURES DE PRIÈRES).

MOTS MÉLÉS N°4461

Mixed words grid and list of locations for Mots Mêlés N°4461.

Le temps des promesses est passé. Le temps de gouverner est venu



Le Sénégal vit un moment particulier de son histoire politique.

En mars 2024, notre peuple a exprimé un profond désir de changement. Après plusieurs années de tensions politiques, les Sénégalais ont choisi d'accorder leur confiance à un projet vendu comme celui de la rupture, de la transparence et de la refondation de l'État.

Empêché de briguer lui-même la magistrature suprême, le leader de PASTEF a porté son choix sur M. Bassirou Diomaye Faye, alors numé-

ro deux de son parti, qu'il a désigné comme candidat à l'élection présidentielle. Les Sénégalais ont voté avec l'espoir qu'une nouvelle génération de dirigeants ouvrirait une nouvelle page de notre histoire.

Deux années plus tard, l'espoir a cédé la place au doute — et le doute commence à ressembler à de la lassitude.

Au lieu d'un État rassemblé autour d'une même vision, le pays a découvert un exécutif à deux têtes qui se regardent en chiens de faïence.

Pendant des mois, les Sénégalais ont assisté, impuissants, à des divergences publiques, des déclarations contradictoires, des rivalités de plus en plus visibles entre la Présidence et la Primature. La rupture tant promise a fini par rompre l'unité même de l'exécutif, jusqu'à ce départ du Premier ministre de ses fonctions, suivi de son accession, commode, à la présidence de l'Assemblée nationale.

Quelle que soit l'appréciation que chacun porte sur cette évolution, une évidence s'impose : le Sénégal ne peut pas se permettre un sommet de l'État qui fonctionne au rythme des rapports de force internes à un parti, pendant que le pays, lui, attend.

Pendant que le pouvoir gèrait ses propres équilibres, les Sénégalais gèraient, eux, leur quotidien.

La vie reste chère. Le pouvoir d'achat continue de s'éroder. Les jeunes cherchent toujours un emploi ou prennent la mer et le désert vers l'émigration. Les entreprises freinent leurs investissements. Les PME plient sous une pression fiscale de plus en plus lourde. Le monde rural peine à écouler sa production. Et pendant que le débat politique se consume en querelles de personnes, la dette publique et les tensions budgétaires, elles, ne prennent pas de pause.

Le pays gouverne à vue, pendant que les Sénégalais paient la facture.

Le Parti Socialiste refuse de considérer cette situation comme une fatalité.

Nous ne pouvons accepter que l'essentiel du débat politique soit désormais accaparé par les ambitions personnelles, les équilibres internes d'un parti ou les échéances électorales à venir, pendant que les difficultés quotidiennes des Sénégalais s'aggravent.

Le véritable sujet n'est pas de savoir qui exercera le pouvoir de*main. Le véritable sujet est de savoir comment gouverner aujourd'hui.

Un gouvernement ne se juge pas à la force de ses discours ni à l'habileté de sa communication. Il se juge à sa capacité à améliorer concrètement la vie des citoyens, à rassurer les investisseurs, à créer des emplois, à soutenir les producteurs, à préserver le pouvoir d'achat, à garantir la stabilité des institutions et à défendre la crédibilité financière de l'État. Sur chacun de ces terrains, le compte n'y est pas.

La République mérite mieux que des querelles de leadership.

Elle mérite des dirigeants capables de dépasser leurs intérêts particuliers pour servir exclusivement l'intérêt général. L'exercice du pouvoir est souvent présenté comme une conquête. Il est avant tout une épreuve de vérité. Il révèle les caractères. Il met chacun face à ses propres limites. Il rappelle que gouverner exige davantage de retenue que de passion, davantage de compétence que

de slogans, davantage de résultats que de promesses.

Le Parti Socialiste lance aujourd'hui un appel à la conscience nationale — et prend ses responsabilités.

Il appartient à chaque Sénégalais de tirer les enseignements de cette expérience démocratique. Nos choix futurs devront être guidés moins par les émotions que par les compétences, moins par les promesses que par les réalisations, moins par les affrontements que par la capacité à rassembler.

Le Sénégal ne manque ni de ressources, ni de talents. Il a besoin d'un État stable, d'institutions fortes, d'une économie performante, et de dirigeants qui comprennent que le pouvoir n'est jamais une fin en soi, mais un moyen de servir le peuple.

C'est pourquoi le Parti Socialiste appelle à l'ouverture, sans délai, d'un débat national sur la stabilité institutionnelle et la clarification des rôles au sommet de l'État. On ne referme pas une fracture de l'exécutif par des communiqués rassurants ; on la referme par des actes.

Le Parti Socialiste continuera d'assumer pleinement son rôle de force de proposition, d'alternative crédible et de gardien des valeurs républicaines.

Parce que le Sénégal mérite une gouvernance apaisée.

Parce que le Sénégal mérite des dirigeants entièrement consacrés à la résolution des difficultés des populations.

Parce que le Sénégal mérite que l'intérêt général demeure, en toutes circonstances, au-dessus des ambitions individuelles. ■

ABDOULAYE WILANE

Porte-parole du Parti Socialiste du Sénégal

Financer autrement la formation professionnelle au Sénégal

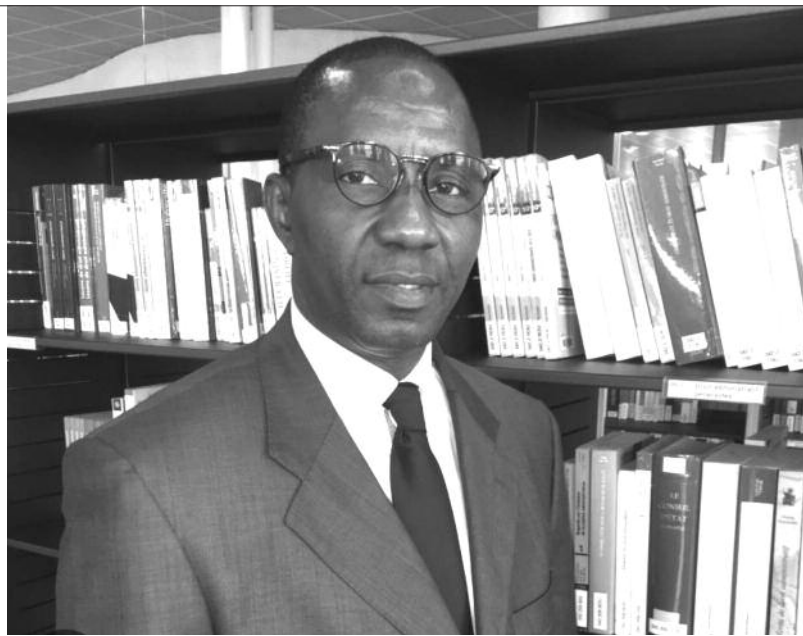
Au Sénégal, la formation professionnelle s'impose comme un levier central pour répondre au défi du chômage des jeunes et accompagner la transformation économique. Des progrès ont été enregistrés entre 2015 et 2023 en matière d'accroissement des effectifs de la formation professionnelle. Dans le Plan de l'Agenda national de transformation "Sénégal 2050" l'objectif est qu'en 20234, 30% des jeunes de plus de 15 ans soient scolarisés dans le cursus de l'enseignement professionnel dual. Cette dynamique repose sur un système de financement structuré autour du Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT), alimenté par le budget de l'État, les partenaires techniques et financiers et les contributions des entreprises, notamment à travers une taxe sur la masse salariale assimilable à une contribution à la formation des entreprises (CFE).

Mais derrière cette architecture,

une question centrale demeure : les ressources mobilisées sont-elles pleinement utilisées au service de la formation professionnelle ? En l'état actuel, la réponse est nuancée. La contribution des entreprises n'est pas entièrement affectée à la formation, une partie étant absorbée par le budget général ou d'autres priorités publiques. Cette situation limite la lisibilité du système et affaiblit la confiance des acteurs économiques. Dans ce contexte, une réforme structurante s'impose : rendre obligatoire l'affectation intégrale de la CFE au financement de la formation professionnelle. Une telle mesure permettrait de sécuriser les ressources, de renforcer la transparence et d'envoyer un signal fort aux entreprises, en garantissant que leur contribution finance directement le développement des compétences. Cette évolution rapprocherait le Sénégal des standards internationaux.

En France, par exemple, les contributions des entreprises sont juridi-

quement fléchées vers la formation et redistribuées par France Compétences selon des règles précises. En Allemagne, les entreprises financent directement la formation dans le cadre du système dual, assurant une forte adéquation entre les compétences et les besoins du marché. À Singapour, les financements sont orientés de manière stratégique vers les secteurs d'avenir. Ces expériences montrent qu'un financement efficace repose sur trois principes : une affectation claire des ressources, une implication forte du secteur privé et une gestion orientée vers les résultats. Au-delà de l'affectation intégrale de la CFE, d'autres leviers peuvent renforcer l'efficacité du système. Le 3FPT pourrait évoluer vers un véritable fonds stratégique, cogéré avec les entreprises. L'introduction de bons de formation permettrait de responsabiliser les bénéficiaires et de stimuler la qualité de l'offre. Des incitations fiscales pourraient encourager les entreprises à investir



davantage dans la formation, notamment dans les secteurs porteurs. Par ailleurs, la répartition des fonds gagnerait à être davantage orientée vers la performance, avec une part des financements conditionnée aux résultats, notamment en matière d'insertion professionnelle. La mise en place d'une plateforme numérique de suivi permettrait, quant à elle, de renforcer la transparence et la redevabilité. Réformer le financement de la formation professionnelle ne signifie pas rompre avec les acquis, mais les consolider. Le Sénégal

dispose aujourd'hui d'un socle solide. L'enjeu est désormais de franchir un cap décisif : passer d'un système centré sur les moyens à un modèle fondé sur l'impact. Car au fond, il ne s'agit pas seulement de mobiliser des ressources, mais de garantir que chaque contribution, notamment celle des entreprises, soit pleinement consacrée à la formation des compétences dont dépend l'avenir du pays. ■

PAR AMÉDINE SALL,

Expert en formation professionnelle, emploi et développement des compétences.

ALLEMAGNE

Le show de Jürgen Klopp fait débat !

La première conférence de presse de Jürgen Klopp a fait naître autant d'enthousiasme que de doute, sur la capacité du fantasque coach allemand à redresser une sélection en manque de résultats.

“Si vous ne laissez pas ma famille tranquille, je m'en vais aussi”. Cette phrase lâchée par Jürgen Klopp fait son effet dans la presse européenne ce vendredi après-midi. En Angleterre notamment, pays d'adoption du nouveau sélectionneur allemand après ses glorieuses années du côté de Liverpool. “Klopp menace de partir dès son premier jour”, s'étonne ainsi le Daily Telegraph. “Klopp agite déjà la menace d'un départ”, note le Daily Mail. C'est bien cette saillie qui est majoritairement relevée, au cœur d'une déclaration plus large autour de sa nomination et de l'ambiance autour de la sélection allemande.

“Je ne fais pas ça pour moi. J'ai 59 ans, je ne suis pas une page blanche. (...) Bien sûr, il s'agit de jouer un meilleur football avec les joueurs que nous avons. Mais je le répète : je ne le fais pas contre vous, mais pour vous. Et vous n'avez pas à me remercier. Je l'ai dit, c'est un immense honneur. Je suis très bien payé pour cela. Mais le jour où vous ne voudrez plus de moi, vous le direz et je partirai. Sans indemnités. Si demain vous



dites que je suis nul, je partirai. Si la DFB dit que nous ne pouvons pas continuer comme ça, je partirai. Si vous vous comportez mal et que vous

ne laissez pas ma famille tranquille, je partirai. Pour être clair : je fais ce travail même si j'ai vu comment Julian Nagelsmann a été traité. Je le

fais même si j'ai vu comment l'Angleterre a traité Tuchel – dans une situation où seul le succès sportif compte”, a-t-il ainsi lancé.

L'Allemagne est convaincue

Une chose est certaine, sa conférence de presse fait jaser. “Énergique et sans filtre : tu veux Klopp, tu l'obtiens !”, note ainsi Kicker. Henning Feindt, rédacteur sportif de Bild, l'assure de son côté : “cela va être un énorme succès”. Klopp parviendra-t-il à tout changer ? Certains en doutent, à l'image de la BBC. “Messie ou simple changement de façade ? Klopp doit convaincre les sceptiques pendant la reconstruction du football allemand. Après son élimination brutale face au Paraguay lors de la Coupe du Monde, le football allemand traverse une profonde crise d'identité. Trois semaines plus tard, Klopp se voit confier la tâche de recoller les morceaux et de redonner au pays son esprit de compétition légendaire.”

C'est aussi le style qui a interpellé, pour sa première conférence de presse. “Il semblait un peu désorienté, il n'y avait pas de fil rouge dans ses propos. Il parlait beaucoup trop vite. Le début était particulièrement confus, avec ce long monologue, où il a prévenu la presse de ne pas importuner sa famille, avant même la première question”, évoque Lukas Hörster, journaliste pour Fussball Transfers. D'où l'interrogation sur sa réelle capacité à remettre l'Allemagne parmi les meilleures nations mondiales. Klopp et son énergie seront-ils un simple écran de fumée ? ■

FOOTMERCATO.NET

REVUE TOUT TERRAIN

MONDIAL 2026

Le CIO rejette une plainte contre Infantino

L'attaque de FairSquare en justice contre Gianni Infantino n'aura pas abouti. Bien qu'elle ait saisi la commission d'éthique du Comité international olympique (CIO) contre le président de la FIFA pour ses supposées “violations répétées de la neutralité politique”, l'ONG britannique de défense des droits humains a vu sa plainte rejetée. L'organisation reprochait surtout au patron de l'instance mondiale sa proximité affichée avec le président des États-Unis, Donald Trump. Pour le CIO, cette affaire ne relevait pas de sa compétence. “La commission d'éthique du CIO a constaté que, conformément à la charte olympique, chaque fédération internationale garde son indépendance et l'autonomie de sa gouvernance”, a expliqué un porte-parole de l'instance. Une décision qui intervient alors que Gianni Infantino est plus que jamais critiqué après de nombreuses polémiques ayant précédé et durant ce Mondial. Le président de la FIFA avait notamment attribué un “Prix FIFA de la paix” à Trump en décembre 2025. L'annulation du carton rouge de Polarin Balogun avait aussi fait débat. Il y a quelques jours, c'est la Fédération norvégienne de football qui a porté plainte contre Infantino.

ITALIE

Pirlo sera bien le prochain coach

Après avoir approché Pep Guardiola et Carlo Ancelotti sans succès, la Fédération italienne de football s'est penchée sur Andrea Pirlo et a obtenu l'accord de l'actuel entraîneur d'United FC (Emirats

arabes unis) pour prendre les rênes de la sélection, selon le journaliste Fabrizio Romano ce vendredi. L'ancien milieu de terrain s'est montré intéressé par le projet présenté par Paolo Maldini, directeur technique de la FIGC, et son conseiller Leonardo. Le champion du monde 2006 devrait signer son contrat dans les prochains jours.

BELGIQUE

C'est bouclé pour Van Bommel

Après la fin de l'histoire avec Rudi Garcia, dont le contrat n'a pas été renouvelé après l'élimination contre l'Espagne (1-2) lors des quarts de finale de la Coupe du monde 2026, la Belgique a décidé de miser, comme prévu, sur Mark van Bommel. Ce vendredi, le technicien néerlandais a été officiellement nommé à la tête des Diables Rouges. L'ancien milieu de l'AC Milan s'est engagé jusqu'à l'Euro 2028 en faveur de la sélection belge.

BRÉSIL

Ancelotti ne compte pas bouger

En conférence de presse jeudi, le directeur technique de la Fédération italienne de football, Paolo Maldini, a confirmé une approche auprès de Carlo Ancelotti pour le poste de sélectionneur de l'Italie. Mais sans surprise, le technicien italien n'a pas l'intention de quitter son poste sur le banc du Brésil. Selon les informations du journaliste Fabrizio Romano ce vendredi, l'ancien coach du Real Madrid compte respecter son engagement avec la Selecao en dirigeant cette équipe lors de la Copa America 2028 et la Coupe du monde 2030. Un choix logique pour Ancelotti, pleinement impliqué dans le projet brésilien.

AUSTRALIE

Un joueur positif à la cocaïne

Au sortir d'une Coupe du monde 2026 plutôt intéressante avec l'Australie, arrêtée au stade des 16es de finale, Cristian Volpato (22 ans, 4 sélections) ne s'est pas très bien comporté à son retour au pays. Comme l'a annoncé The Guardian ce vendredi, le milieu offensif de Sassuolo a été arrêté à Sydney pour un gros excès de vitesse, après avoir déjà pris une première contravention, et les tests de dépistage réalisés par les forces de l'ordre ont révélé la présence de cocaïne dans son organisme. Dans l'attente des suites de l'enquête, puisque le test salivaire réalisé sur le joueur pourrait révéler d'autres éléments, son permis de conduire lui a été retiré.

MAN CITY

Le Real confiant pour Rodri

Disposé à s'offrir les services de Rodri (30 ans) depuis l'excellente Coupe du monde 2026 réalisée par le capitaine de l'Espagne, le Real Madrid se montre très optimiste sur ce dossier, révèle The Athletic ce vendredi. La Maison Blanche est convaincue qu'elle pourra trouver un accord avec Manchester City, alors qu'elle est déjà proche d'obtenir le feu vert du milieu de terrain. Aucune discussion n'a encore été ouverte entre les deux clubs, mais les Merengues osent se baser sur le fait que Rodri les rejoindra cet été. Dans le même temps, les Skyblues aimeraient conserver le Ballon d'Or 2024

AL-HILAL

Summerville signe pour 77 M€

Après la relégation de West Ham en

Championship, Crysencio Summerville (24 ans) change de championnat et s'exile en Arabie saoudite. Comme attendu, l'ailier néerlandais, très performant lors de la Coupe du monde 2026, s'est officiellement engagé avec Al-Hilal ce vendredi, contre un montant estimé à 77 millions d'euros, bonus compris. Son contrat, qui lui offre une rémunération annuelle de 17 millions d'euros, porte sur une durée de quatre saisons.

PSG

Lee a signé son contrat à l'Atletico

Il n'y a plus d'obstacle au transfert de Kang-in Lee (25 ans) à l'Atletico Madrid. Selon le quotidien Marca ce vendredi, le milieu offensif du Paris Saint-Germain a désormais signé un contrat de cinq ans dans son futur club. La vente de l'international sud-coréen peut rapporter jusqu'à 40 millions d'euros au double champion d'Europe en titre.

MILAN

Fenerbahçe fonce sur Rafael Leao

Sur ce mercato d'été, l'attaquant de l'AC Milan Rafael Leao (27 ans, 29 matchs et 9 buts en Serie A pour la saison 2025-2026) souhaite partir pour relever un nouveau défi. D'après les informations de La Gazzetta dello Sport ce vendredi, l'agent de l'international portugais, Jorge Mendes, a proposé, en vain, les services de son client au FC Barcelone et à Manchester United. Face à un marché très calme pour l'ancien Lillois en Espagne et en Angleterre, Fenerbahçe tente de profiter de la situation pour le recruter. Agressif, le club turc a réalisé une offre XXL à Leao : un contrat jusqu'en juin 2031 avec un salaire annuel estimé à 8

millions d'euros, plus de potentiels bonus évalués à 4 millions d'euros par an. Sur ce dossier, Fenerbahçe se montre prêt à proposer 50 millions d'euros à Milan.

CHELSEA

Maxence Lacroix arrive pour 60,8 M€ !

Chelsea touche bel et bien au but pour le recrutement du défenseur central de Crystal Palace Maxence Lacroix (26 ans, 35 matchs et 1 but en Premier League pour la saison 2025-2026) sur ce mercato d'été. Comme pressenti, l'international français va rejoindre les Blues dans le cadre d'une opération estimée à 60,8 millions d'euros (bonus compris), selon les informations du journaliste de The Athletic David Ornstein. Après l'accord trouvé entre les deux formations anglaises, l'ancien Sochalien a reçu l'autorisation des Eagles pour passer sa visite médicale avec le récent 10e de Premier League dès ce vendredi. Dans la foulée, Lacroix va signer un contrat jusqu'en juin 2032 en faveur de Chelsea. Une belle opportunité pour le Tricolore afin de passer un cap dans sa carrière.

SERIE A

L'AS Roma fonce sur Antonio Nusa

L'AS Roma multiplie les pistes lors de ce mercato estival. Selon les dernières informations de la Gazzetta dello Sport, le club romain fonce sur Antonio Nusa, actuellement sous les couleurs du RB Leipzig. Une piste qui semble malgré tout compromise puisque la formation allemande demande entre 55 et 60 M€ pour le céder. En cas de nouvel échec, Andreas Schjelderup (Benfica) et Said El Mala (Cologne) sont ciblés comme plans B.

FINALE CAN 2025 - AUDIENCE AU TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT

Sénégal - Maroc, l'acte final fixé au 8 octobre

Le Tribunal arbitral du sport a fixé la date du 8 octobre prochain pour l'audience dans l'affaire de la finale de la CAN 2025, suite à l'appel interjeté par la Fédération sénégalaise de football (FSF) contre la Confédération africaine de football (CAF) et la Fédération royale marocaine de football (FRMF).



LOUIS GEORGES DIATTA

Quatre mois après la saisine du Tribunal arbitral du sport (TAS), dans le cadre de la finale de la CAN 2025 entre le Sénégal et le Maroc, les choses commencent à bouger à Lausanne. Dans un communiqué publié ce vendredi, le TAS a indiqué que "l'audience se tiendra le 8 octobre 2026", à son siège à Lausanne, en Suisse. "Enregistré par le TAS le 25 mars 2026, l'appel de la FSF demande l'annulation d'une décision prise par la CAF

déclarant que l'équipe nationale du Sénégal a perdu la finale de la CAN 2025 par forfait et attribuant la victoire à l'équipe nationale du Maroc sur le score de 3-0. L'appel demande au TAS de déclarer la FSF vainqueur de la CAN 2025", a rappelé la juridiction arbitrale.

Au mois d'avril dernier, le TAS avait refusé la procédure d'urgence demandée par la partie sénégalaise. Celle-ci aurait permis de réduire le délai de jugement à environ deux mois. Mais elle ne pouvait être déclenchée que lorsque les deux parties

tombaient d'accord. "La procédure suit donc le calendrier habituel prévu par les règles du TAS. La date de l'audience a été fixée après consultation des parties, qui n'ont pas demandé que l'audience soit publique. Cela signifie qu'elle se tiendra à huis clos", a expliqué la note.

À l'issue de l'audience du 8 octobre, le TAS entamera ses délibérations. Malgré la date de l'audience connue, les deux parties vont devoir encore patienter, car le tribunal arbitral n'est pas prêt à rendre sa décision de sitôt. "À ce stade, le TAS

n'est pas en mesure d'indiquer quand une décision sera rendue, mais celle-ci ne sera pas prononcée le jour même de l'audience."

Pour défendre son dossier à Lausanne, la Fédération sénégalaise de football (FSF) s'est attachée les services d'un pool d'avocats composé de pontes du droit du sport et du règlement des litiges au TAS. L'équipe de choc est dirigée par Me Seydou Diagne, épaulé par le bâtonnier Me Aly Fall ainsi que par Me Moussa Sarr. La FSF a également intégré à ce groupe trois experts étrangers, dont le Suisse Serge Vittoz. Ce dernier avait brillamment permis au Sénégal, dans l'affaire Polokwane, d'obtenir en 2017 de la FIFA l'annulation du résultat du match des éliminatoires du Mondial 2018 contre l'Afrique du Sud (2-1), rejoué et remporté par les Lions (2-0).

Dans cette lutte, la FSF a pu compter sur le soutien du Comité national olympique et sportif sénégalais (CNOSS). La "mère des fédérations" sportives du Sénégal s'est dite prête à mettre à la disposition de la FSF certains de ses avocats, qui s'y connaissent en droit du sport.

Attention aux fausses infos

Le Tribunal arbitral du sport a aussi attiré l'attention de l'opinion sur les fausses informations qui circulent dans les médias. "Le TAS a pris connaissance d'informations erronées circulant au sujet de cette procédure et qui ont ensuite été relayées par les médias. Seules les informations diffusées par les canaux officiels du TAS sont considérées comme officielles, et toute annonce concernant cette affaire sera publiée sur le site Internet du TAS. Les journalistes accrédités peuvent adresser leurs questions au service de presse du TAS."

En effet, le 12 juillet dernier, un faux document attribué au TAS a annoncé que le Sénégal s'était vu attribuer la victoire lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2026. ■

BRÈVES

WEST HAM

El Hadj Malick Diouf pourrait rester en PL

Relégué en Championship avec West Ham à l'issue de la saison écoulée, El Hadji Malick Diouf (21 ans) pourrait finalement rester en Premier League cet été. Foot Mercato évoque ce vendredi une première proposition de Brentford pour le latéral gauche sénégalais, que les Hammers avaient acheté 25 millions d'euros (bonus compris) au Slavia Prague l'année dernière. Mais le Lion de la Téranga devrait susciter d'autres intérêts.

LE HAVRE

Demba Ba écarte un avenir de coach

Après leur carrière de footballeur, certains décident de devenir entraîneur, d'autres de devenir dirigeant, sans oublier ce qui réussissent parfois à faire les deux. Ce ne sera pas le cas de Demba Ba, qui a récemment été nommé directeur sportif au Havre après avoir démarré sa carrière à Dunkerque. "Non, je ne veux pas devenir entraîneur. Quand un joueur fait quelque chose qui n'est pas adapté, je vais lui dire avec, dans l'esprit, qu'il va le changer tout de suite. Sauf que ça peut mettre un, deux ou trois mois à changer des comportements. Et je ne veux pas avoir cette patience en tant que coach", a répondu l'ancien attaquant dans L'Équipe. Un discours honnête.

LA GANTOISE

Ibrahima Cissé intéresse l'OL

L'Olympique Lyonnais veut densifier son effectif en cas de qualification pour la Ligue des Champions, et s'intéresse à des profils prometteurs. Dans cette optique, le club rhodanien pourrait tenter le coup avec le jeune milieu de terrain sénégalais de La Gantoise, Ibrahima Cissé (18 ans), indique Foot Mercato. Problème, la formation belge attend 15 millions d'euros pour céder son joueur, également suivi par Bournemouth et le Paris FC. Un prix "aujourd'hui réhabilitaire" pour les Gones.

INFOS MERCATO

Gana Gueye vers l'Arabie Saoudite

Idrissa Gana Gueye va changer d'air cet été. Le milieu de terrain va quitter Everton pour rejoindre l'Arabie Saoudite où il a signé un contrat d'un an avec Al Diriyah SC, ce vendredi.

L.G. DIATTA

Longtemps courtisé par les clubs saoudiens, Idrissa Gana Gueye a finalement succombé aux propositions de la Saudi Pro League (SPL). En fin de contrat avec Everton, le milieu de terrain sénégalais a trouvé un accord avec Al Diriyah SC, promu en première division. Selon les informations de Santi Aouna, confirmées par Fabrizio Romano, Gana a signé, ce vendredi, un contrat d'un an, plus une année supplémentaire en option.

Revenu chez les Toffees en septembre 2022, après son passage au PSG, il a pris part à 125 matchs et s'est imposé comme l'un des leaders

de la formation de David Moyes. Il avait déjà porté les couleurs d'Everton entre 2016 et 2019 (108 matchs). Le club de la Merseyside a officialisé le départ du Sénégalais. "Everton confirme le départ d'Idrissa Gana Gueye, qui a rendu d'immenses services aux Blues pendant sept saisons. L'international sénégalais, fort d'une très grande expérience, a été un élément clé du milieu de terrain d'Everton après son arrivée en provenance d'Aston Villa en août 2016, avant de revenir en 2022 après un passage de trois ans au Paris Saint-Germain", ont indiqué les Toffees.

Quant à son entraîneur, il a magnifié les qualités de l'ancien pension-



naire de Diambars, notamment son leadership. "Tout le monde à Everton est extrêmement reconnaissant envers Gana pour son dévouement, son professionnalisme et son influence sur le terrain tout au long de ses deux passages au sein du club. Ses qualités de leader, tant au sein du vestiaire qu'en dehors, se sont avérées cruciales, en particulier lors de notre dernière saison à Goodison. Son engagement envers le club, pendant toutes ces années, a été exceptionnel", a déclaré David Moyes.

Le technicien écossais lui a ex-

primé sa reconnaissance : "Toutes les personnes liées à Everton remercient Gana - il sera toujours le bienvenu au club - et nous lui souhaitons, ainsi qu'à sa famille, tout le meilleur pour l'avenir."

À 36 ans, Idrissa Gana Gueye va essayer de relever un nouveau défi dans un championnat comptant déjà un bon nombre de pensionnaires. Après Abdou Diallo et Malang Sarr, il est le troisième Sénégalais à rejoindre la SPL cet été. Et la colonie risque de s'agrandir encore.

Nampalys Mendy à la relance à Metz

Libre depuis la fin de son contrat avec Watford, Nampalys Mendy est en passe de retrouver un point de chute. Le milieu de terrain sénégalais de 33 ans était présent à l'entraînement du FC Metz ce vendredi, comme l'atteste une photo publiée sur les réseaux sociaux, et devrait prochainement s'engager avec les Grenats. L'ancien joueur de Nice, Leicester et Lens sort d'une saison à 25 matchs en Championship sous les couleurs de Watford. Désormais libre de tout contrat, l'international sénégalais (35 sélections) devrait

apporter son expérience au club messin, relégué en Ligue 2.

Krépin Diatta fait aussi partie des Lions disponibles sur le marché des transferts. Depuis la fin de son contrat avec l'AS Monaco, cet été, le piston droit est sans club. À en croire Africa Foot, le joueur de 27 ans serait proche de rejoindre Crystal Palace. Selon la même source, les Eagles seraient prêts à mettre les bouchées doubles pour devancer les Allemands du Bayer Leverkusen, eux aussi intéressés par le profil du joueur.

Quant à Boulaye Dia, il serait poussé vers la sortie par la Lazio Rome. Le club a fixé le prix pour le joueur de 29 ans, estimé à 5 millions d'euros par Transfermarkt. Les dirigeants de la Lazio espéreraient, selon Il Messaggero, au minimum 15 millions d'euros pour céder Boulaye. Cette saison, il a joué 30 matchs, toutes compétitions confondues, et n'a marqué que 2 petits buts et livré 2 passes décisives. Ce manque de performance lui a d'ailleurs coûté sa place lors de la Coupe du monde 2026. ■